



BINUCA

United Nations Integrated Peacebuilding Office in the Central African Republic
Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine

Communiqué de presse 007/2013

Visite d'une délégation Nations Unies-Gouvernement à Bossangoa

Bangui le 13 Septembre 2013 - Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) et l'Equipe de Pays du système des Nations Unies, en partenariat avec les ONGs humanitaires internationales et le Gouvernement ont effectué, le 12 septembre 2013, une mission d'information à Bossangoa, dans la préfecture de l'Ouham.

Intervenue quelques jours après la flambée de violences dans les provinces du Nord-Ouest, particulièrement dans les localités de Bossangoa et de Bouca, ayant fait une centaine de morts, dont deux employés nationaux de l'ONG ACTED, des dizaines de blessés et plusieurs déplacés internes, cette mission visait à constater sur place la situation réelle, échanger avec les autorités locales et recueillir les témoignages des communautés, notamment en rapport avec les violations des droits de l'homme. Il s'est aussi agi d'évaluer les besoins urgents des personnes les plus affectées et d'identifier les solutions nécessaires à un retour rapide de la paix dans la région.

A Bossangoa, la délégation a donc rencontré les responsables de la communauté musulmane, dont l'Imam et les notables musulmans, le Commandant de Zone de la Séléka, le colonel Saleh Zabadi, et les chefs de la communauté chrétienne, dont le Vicaire Général, rencontré à l'Archevêché, qui accueille quelque 5000 déplacés internes, parmi lesquelles des femmes enceintes et des enfants. La mission a aussi visité l'hôpital de la ville, où intervient une équipe de MSF, et constaté la présence de victimes d'exactions et de personnes vulnérables, dont plusieurs femmes enceintes, lesquelles ont reçu des kits de dignités et d'accouchement de l'UNFPA. L'hôpital a, lui, reçu des kits d'urgence.

Comme le souligne le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef du BINUCA, le Général Babacar Gaye, *«la protection des populations civiles, particulièrement les plus vulnérables, leur sécurité et le respect de leurs droits fondamentaux constituent des préoccupations permanentes des Nations Unies et de l'ensemble de la communauté internationale»*. Et de rappeler : *« le BINUCA a le mandat et le devoir de documenter tout cas de violations des droits de l'homme avéré afin que les auteurs soient traduits devant les instances compétentes et punis conformément aux textes et lois en vigueur »*.

Outre les exactions, plusieurs témoignages ont fait état de *« villages brûlés, de ponts endommagés et de lignes téléphonique coupées »*, mis à part la quasi-inexistence des moyens de transports. Par ailleurs, plusieurs habitations et bâtiments publics sont vidés de leurs occupants et complétement pillés. *« Nous avons dû fuir notre village par peur d'être tués. Nous comptons beaucoup sur vous pour notre sécurité »*, a expliqué une jeune fille ayant trouvé refuge dans l'enceinte de l'hôpital. C'est pourquoi au nombre des doléances figurent le déploiement, dans les plus brefs délais, d'une force sécuritaires afin de prévenir tout embrasement de la situation, mais également l'assistance alimentaire.

« C'est une tragédie ! », s'est indignée, au terme de sa visite, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Coordinatrice humanitaire et de Développement, et Représentante Résidente du PNUD, Mme Kaarina Immonen, qui souligne que *« la population vit dans la peur, les exactions se poursuivent sur le terrain, les groupes armés attisent les tensions entre les communautés »*.

1

Contacts media :

Mme Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou, Chef de l'Unité information publique / BINUCA: - +236 75 49 53 83,

ikavi@un.org

Franck Bitemo, UNDP/UNRCO Central African Republic (CAR), franck.bitemo@undp.org

La situation est très inquiétante pour les semaines à venir. Il faut que cette tension perceptible dans la ville soit contenue».

Conduite par la Coordinatrice humanitaire, la mission a vu la présence de la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Promotion du Genre, Mme Blay Euréka Lucille Manzangué, du préfet de l'Ouham, Mme Clotilde Namboï, des membres de l'Equipe de pays de l'ONU, dont la Représentante de l'UNFPA, Mme Thérèse Zéba, la Chef du Bureau d'OCHA, Mme Amy Martin, du Spécialiste des Urgences à l'UNICEF, Robert MacCarthy, ainsi que des représentants d'ACTED et d'ECHO. Y ont également pris part des chargés des Droits de l'Homme du BINUCA, lesquels devront rester sur place quelques jours afin de répertorier les violations des droits de l'homme mais aussi encourager les deux communautés au dialogue.

Contacts media :

Mme Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou, Chef de l'Unité information publique / BINUCA: - +236 75 49 53 83,

ikavi@un.org

Franck Bitemo, UNDP/UNRCO Central African Republic (CAR), franck.bitemo@undp.org